

# - GUYANE -

## **BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE**

**Suivi de la conjoncture  
financière et bancaire**

**n° 132**

**2<sup>nd</sup> trimestre 2007  
(septembre 2007)**

# Conjoncture financière et bancaire

## Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
<i>1. Synthèse</i>	5
<i>2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit</i>	9
<i>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	10
<i>Les placements des ménages</i>	11
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	12
<i>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	13
<i>4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	13
<i>L'endettement des ménages</i>	14
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
<i>4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>5. Risques sectoriels</i>	17
<i>6. Rappel des taux</i>	19
<i>6.1 Taux réglementés</i>	19
<i>6.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	19
<i>6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	19
<i>6.4 Taux de l'usure</i>	19
<i>7. Monnaie fiduciaire</i>	20
<i>7.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	20
<i>7.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	20

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

### 2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

### 3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement).

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de

## Conjoncture financière et bancaire

---

France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et entrepreneurs individuels essentiellement), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

### 5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros<sup>1</sup> de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

<b>Secteurs</b>	<b>Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)</b>
Primaire	01 à 05
Industrie	10 à 37
Eau/Energie	40 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Transport	60 à 63
Activités immobilières	70
Services (hors immobilier)	55, 64, 71 à 74 et 90 à 93
Services financiers	65 à 67
Education	80
Santé, action sociale	85
Administrations publiques	75, 91 et 92
Divers	00 et 95 à 99

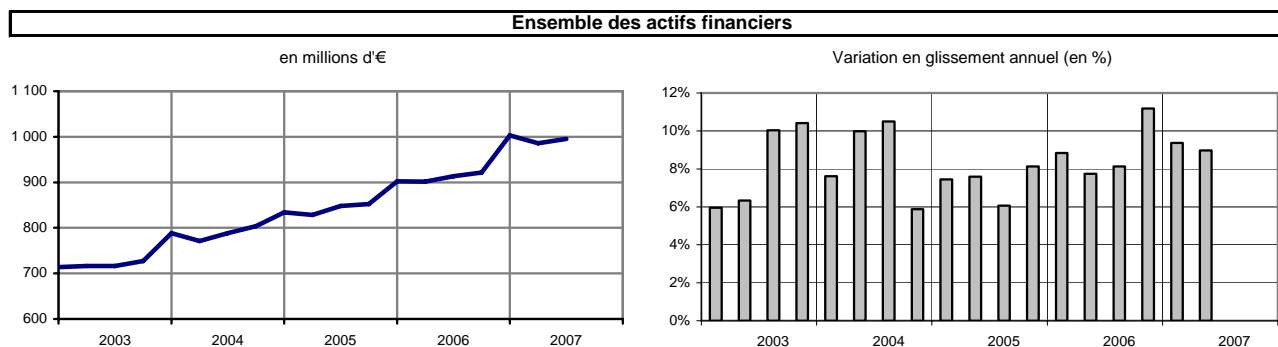
---

<sup>1</sup> Le seuil des déclarations s'élève à 25 000 € à compter du mois de janvier 2006.

## 1. Synthèse

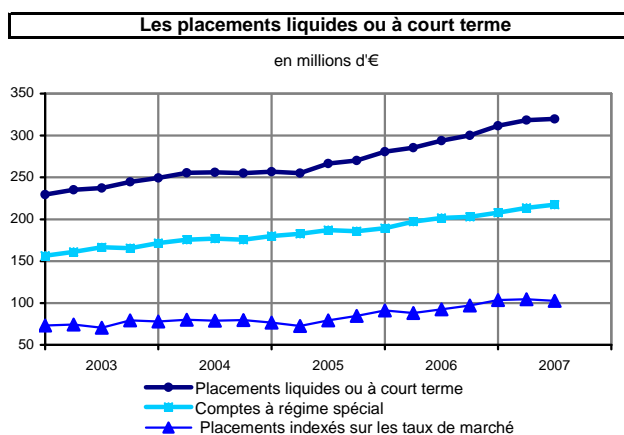
*Le rythme de croissance annuelle des actifs financiers s'établit à 9,0 % ...*

Au 30 juin 2007, les **actifs financiers** recensés auprès des établissements de crédit du département de la Guyane affiche un rythme de progression annuelle supérieur à celui observé l'année précédente (+ 9,0 % contre + 7,7 %), mais également par rapport au trimestre dernier (+ 1,0 %). Le total des actifs atteint ainsi un encours de 995,7 millions d'€ à fin juin 2007. Cette bonne orientation pourrait toutefois ralentir, le solde d'opinion des dirigeants des établissements bancaires sur la collecte des dépôts s'inscrivant en légère baisse pour le 4<sup>ème</sup> trimestre 2007.



Sur un an, les **dépôts à vue** ont progressé de façon significative (+ 14,0 % contre + 6,2 % un an auparavant). Ils s'établissent à 484,3 millions d'€ (soit 49 % du total des actifs financiers). Cette évolution est le résultat d'une hausse significative des dépôts à vue des sociétés non financières (+ 20,6 % pour 36 % du total des dépôts à vue) et des ménages (+ 8,9 % pour 60 % du total).

*Les placements indexés sur le taux du marché monétaire* ne progressent plus que de 10,7 %, en raison de la moindre augmentation des dépôts à terme (+ 5,2 % contre + 12,6 %). En revanche, les *comptes d'épargne à régime spécial* stabilisent leur rythme de croissance annuelle à + 7,9 % contre + 7,7 % un an plus tôt. Ainsi globalement les **placements liquides ou à court terme** affichent un encours de 319,8 millions d'€ en hausse de 8,8 % sur un an, soit un rythme légèrement plus faible que celui observé au 30 juin 2006 (+ 10,3 %). Les OPCVM monétaires, en hausse de 17,9 % affichent une bonne performance suite aux relèvements successifs des taux directeurs de la banque centrale européenne. L'évolution des comptes d'épargne à régime spécial au 2<sup>nd</sup> trimestre 2007 (+ 7,9 %) provient, d'une part, de la hausse des livrets ordinaires (+ 10,4 %, contre + 14,2 % à fin juin 2006) et, d'autre part de la reprise des livrets A (+ 8,7 %, contre + 4,7 % l'année dernière). Les comptes d'épargne logement affichent une légère baisse ce trimestre (- 1,4 % à 25,3 millions d'€).



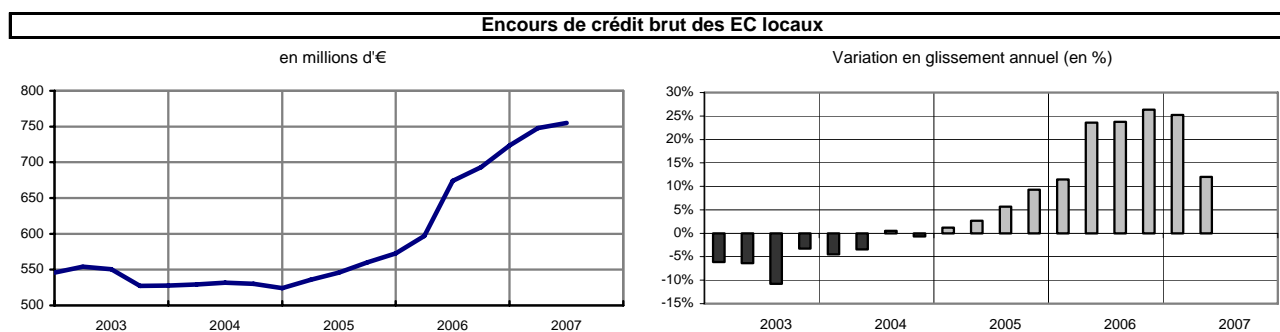
Sur un an, l'encours total de l'**épargne à long terme** fléchit légèrement à 191,6 millions d'€ (- 1,6 % contre + 7,3 % un an plus tôt). Les ménages (95 % du total) contribuent pour l'essentiel à l'évolution observée avec une croissance de + 0,4 % sur un an. L'encours des plans d'épargne logement (- 5,8 % sur un an) maintient son orientation baissière amorcée début 2006. En revanche, les autres actifs (essentiellement des contrats d'assurance vie) s'inscrivent à la hausse à fin juin 2007 (+ 10,0 %). De même, les portefeuilles titres augmentent de 47,2 % (contre + 18,2 %), grâce à la bonne tenue des marchés financiers en début d'année.

Au 30 juin 2007, l'**encours global de crédit** distribué en Guyane s'inscrit en hausse de 8,8 % sur un an pour s'établir à 1778,3 millions d'€. L'**encours sain** progresse également de 10,9 % en glissement annuel, alors

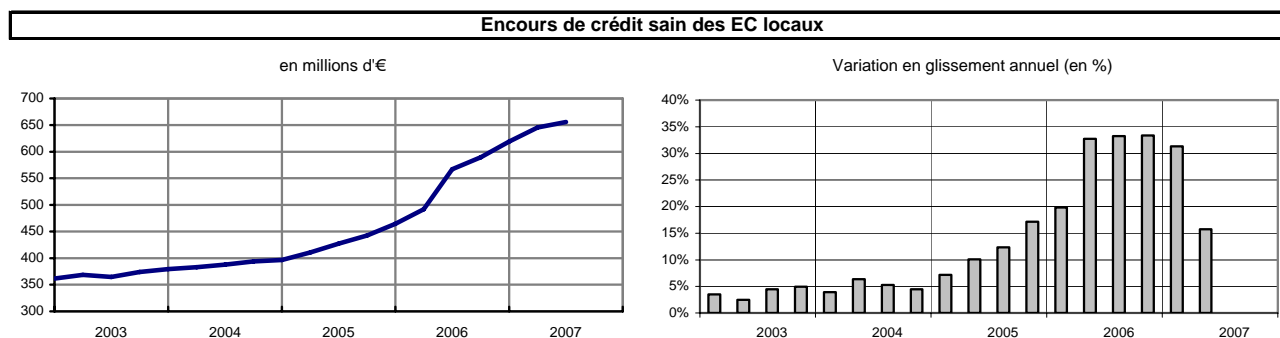
## Conjoncture financière et bancaire

que les créances douteuses brutes enregistrent un repli de 14,1 % sur un an. Les **entreprises**, avec un encours total de 885,9 millions d'€ (+ 8,9 %), sont les principales bénéficiaires des concours octroyés dans le département (soit 53 % du total de l'encours sain). Cette croissance est portée par le dynamisme des crédits à l'équipement et du crédit-bail (+ 55,3 % et 34,7% respectivement). Sur un an, les risque « entreprises » s'améliore sensiblement, le taux de créances douteuses perdant 3,1 points, à 7,4 %. De même, l'endettement en faveur des collectivités locales a fortement progressé sur un an (+ 14,0 %) atteignant 266,9 millions d'€ à fin juin 2007. Cette évolution est principalement imputable aux crédits à l'équipement qui augmentent de 27,5 % à 263,0 millions d'€

**Les établissements de crédit locaux totalisent un encours de 755,1 millions d'€ à la fin du 2<sup>nd</sup> trimestre 2007...**



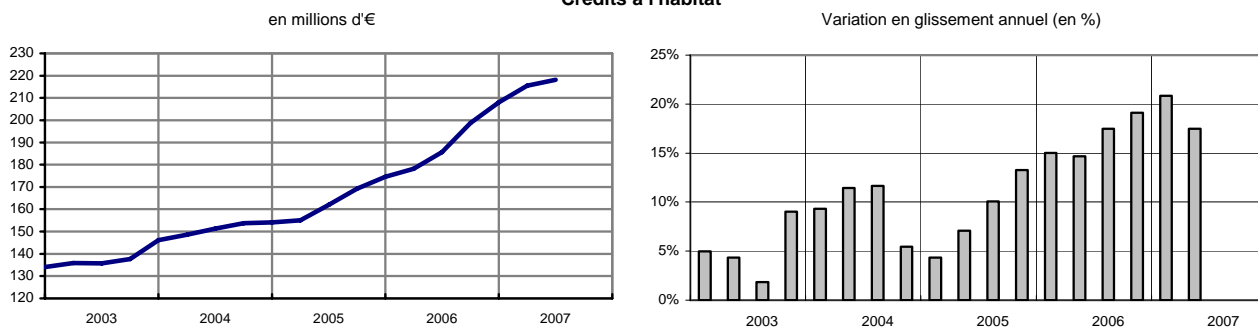
Au 30 juin 2007, **l'encours global de crédit consenti par les établissements locaux** est en augmentation en glissement annuel de 12,0 % et s'établit à 755,1 millions d'€. L'encours des **crédits sains** progresse également mais à un rythme plus soutenu (+ 15,7 % au 30 juin 2007, et + 1,6 % sur le trimestre), leur part dans l'encours global s'élevant à 87 % (soit + 3 points sur un an). L'encours des créances douteuses brutes a baissé de 7,7 % sur un an et de 3,1 % sur le trimestre. Le taux de créances douteuses (13,1 %) décline ainsi de 2,8 points sur un an.



Les **ménages** sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux (54 % du total). Leur encours enregistre une forte croissance de 18,0 %, à 412,2 millions d'€. Les crédits à l'habitat modèrent leur rythme de progression annuelle (+ 17,5 % contre + 20,8 % le trimestre précédent). En revanche, la production des crédits à la consommation reste dynamique avec un encours qui augmente de 15,1 % sur un an (+ 8,4 % sur le trimestre). Au final, l'encours sain croît de 16,5 % sur un an et de 4,1 % sur le trimestre. Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours aux ménages s'inscrit en hausse de 1,1 point, à 9,2 %.

# Conjoncture financière et bancaire

## Crédits à l'habitat



L'endettement des entreprises progresse également mais à un rythme inférieur. Il s'établit à 323,8 millions d'€, en hausse de 4,0 %. La croissance de l'encours *sain* poursuit son mouvement haussier et s'établit à 263,0 millions d'€ (+ 13,0 % en glissement annuel). Les *crédits d'investissement*, principale composante des crédits aux entreprises affichent une forte hausse en glissement annuel de 29,0 % (contre + 19,4 %). Cette évolution s'explique principalement par celle des crédits à l'équipement qui s'établissent à 118,4 millions d'€ au 30 juin 2007, en hausse de 38,0 % sur un an (contre + 8,1 %). Toutefois, cette croissance est en partie liée à un reclassement des postes autres crédits et crédits d'équipement effectué par un établissement de la place à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2007. Par ailleurs, les *crédits d'exploitation* (dont 45 % de comptes ordinaires débiteurs, en hausse de 14,1 % sur un an) progressent de 12,3 % à 80,0 millions d'€. Enfin, les crédits immobiliers (+ 30,3 % sur un an) contribuent sensiblement à la performance globale. Le poids des créances douteuses brutes dans l'ensemble des concours consentis aux entreprises poursuit son mouvement de baisse (- 1,9 point sur le trimestre) et s'inscrit à 19,7 % (- 6,6 points sur un an).

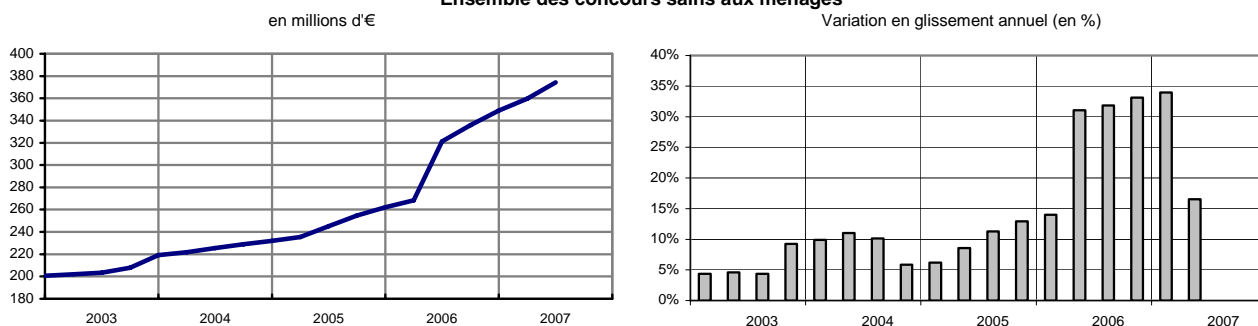
## Ensemble des concours aux entreprises



Les soldes d'opinion des directeurs des établissements de crédit sur la production de crédits aux entreprises laissent présager une orientation à la baisse à la fois pour les crédits d'équipement et les crédits d'exploitation. Cette tendance devrait toutefois s'inverser au 4<sup>ème</sup> trimestre.

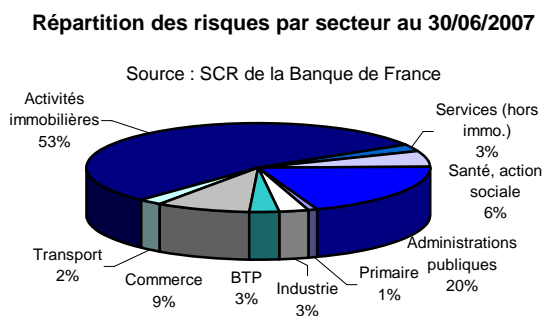
Selon les dirigeants des établissements bancaires, le marché du crédit à l'habitat des ménages se stabilise au 3<sup>ème</sup> trimestre 2007 alors que l'opinion sur les crédits à la consommation enregistre une amélioration.

## Ensemble des concours sains aux ménages



La dernière enquête sur le coût du crédit aux entreprises fait ressortir un durcissement des conditions relatives aux crédits à court terme (+0,68 point) et une légère détente sur les crédits à moyen long terme (- 0,04 point). Globalement, le coût du crédit aux entreprises reste stable sur un semestre (- 0,01 point).

*Les risques concernant les entreprises recensées au SCR progressent.*



du total, suivies par le secteur du commerce (9 %) et celui de la santé (6 %).

Au 30 juin 2007, l'encours des crédits aux entreprises recensé par le service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 1 343,2 millions d'€ en hausse de 6,6 % en glissement annuel. Avec une part de 53 %, les activités immobilières dominent largement les autres secteurs d'activité. Les risques en faveur des administrations publiques, essentiellement les collectivités locales, représentent 20 %

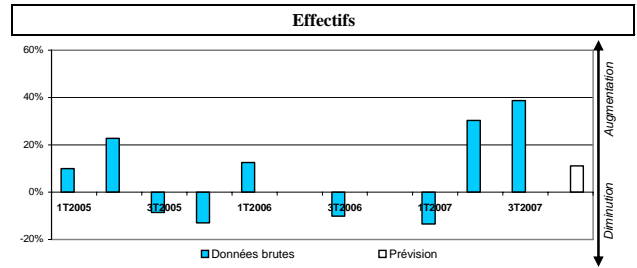
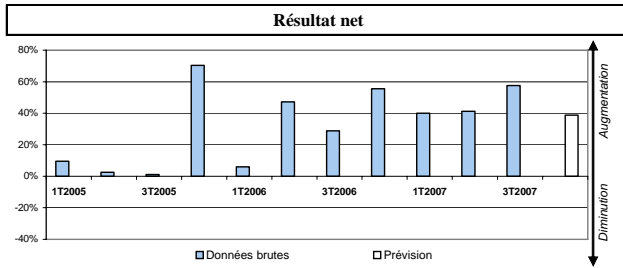
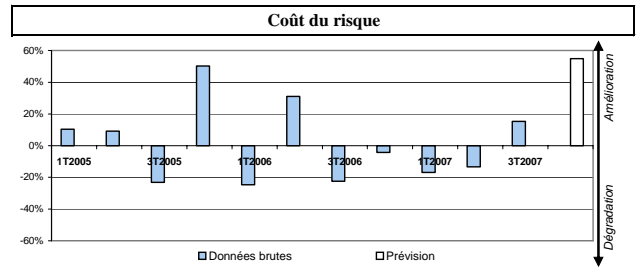
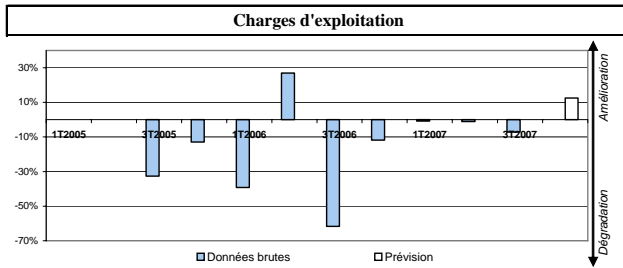
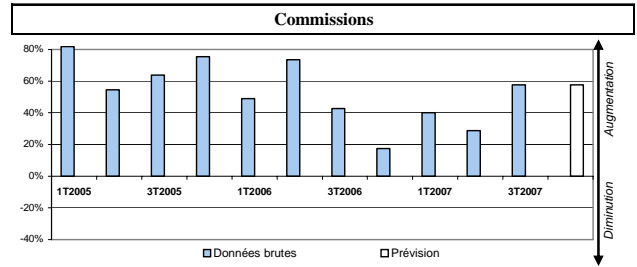
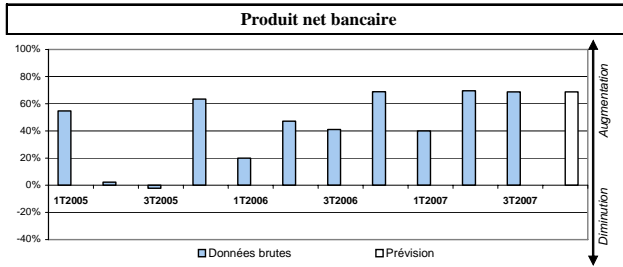
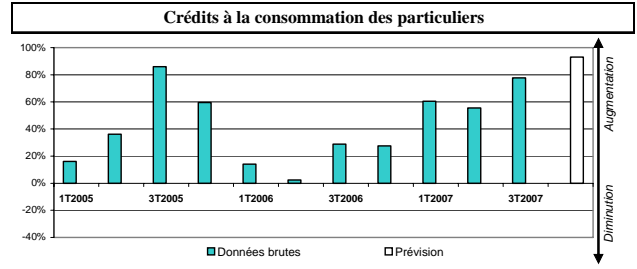
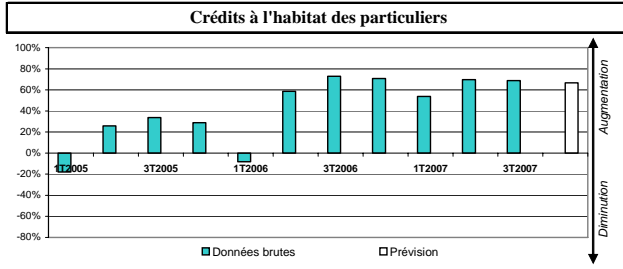
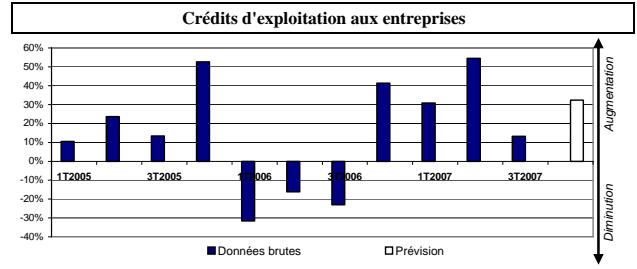
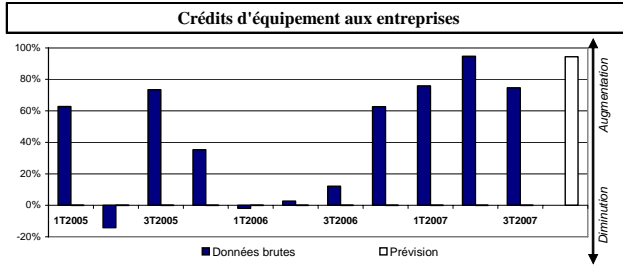
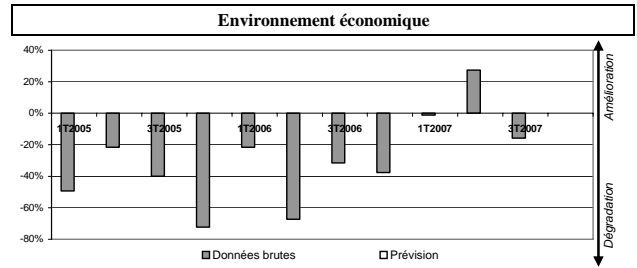
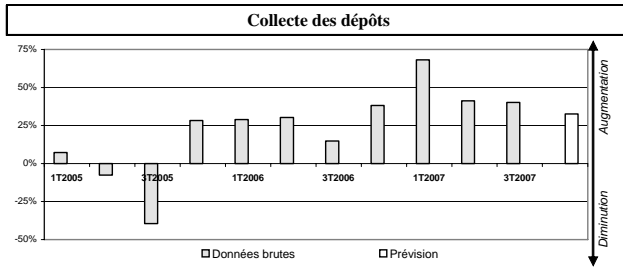
*Les résultats bancaires demeurent en terrain positif...*

Au 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, les banquiers font état d'une progression de leur rentabilité et d'une meilleure maîtrise du coût du risque alors que les effectifs sont en augmentation. La bonne orientation du produit net bancaire se maintiendrait jusqu'à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2007.



## 2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit

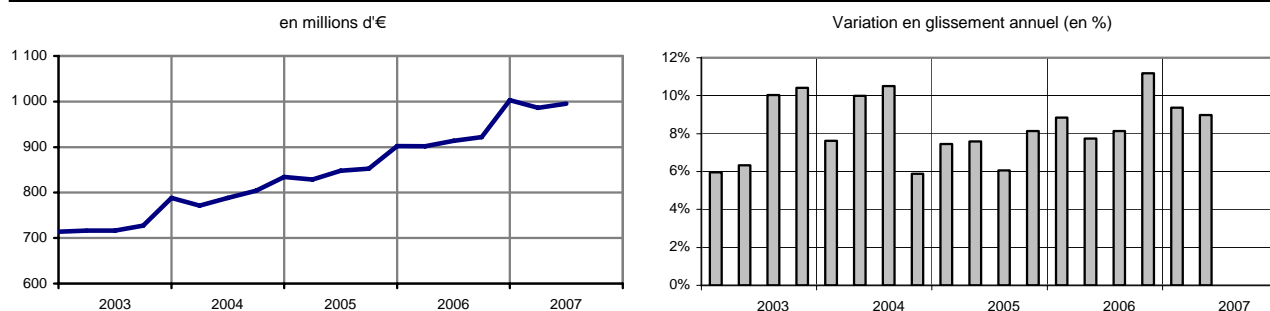
### Soldes d'opinions des dirigeants



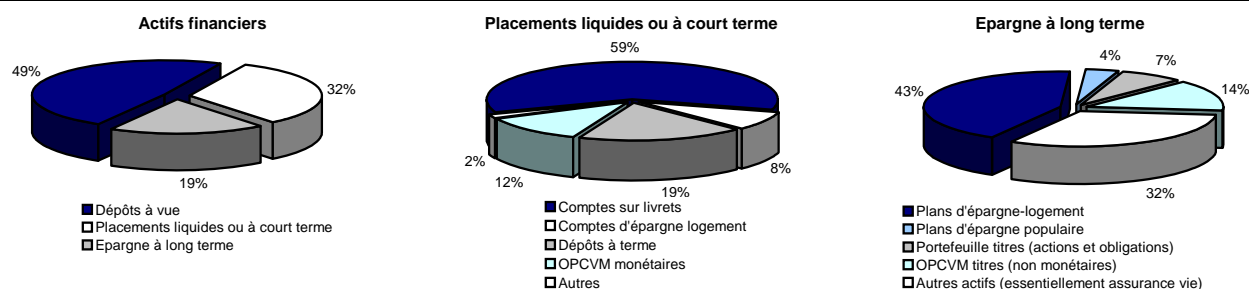
## 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions									Variations	
	juin-02	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	1 an	1 trim.
<b>Sociétés non financières</b>	<b>125,1</b>	<b>145,5</b>	<b>162,1</b>	<b>179,3</b>	<b>196,7</b>	<b>206,7</b>	<b>245,0</b>	<b>227,7</b>	<b>229,1</b>	<b>16,5%</b>	<b>0,6%</b>
Dépôts à vue	88,7	114,1	112,1	134,8	142,8	151,3	193,6	172,7	172,2	20,6%	-0,3%
Placements liquides ou à court terme	32,9	28,4	35,5	34,8	41,6	45,3	41,9	46,3	48,8	17,3%	5,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,5	0,4	0,3	-25,9%	-22,2%
Placements indexés sur les taux de marché	32,6	28,1	35,2	34,4	41,2	44,9	41,3	46,0	48,5	17,7%	5,5%
(dt) comptes à terme	19,5	18,4	19,8	20,6	21,8	26,0	23,2	24,8	21,6	-0,8%	-12,9%
(dt) OPCVM monétaires	8,6	6,1	11,7	13,1	15,7	15,4	14,8	17,4	21,9	39,7%	25,8%
(dt) certificats de dépôt	4,5	3,6	3,6	0,7	3,7	3,5	3,3	3,7	4,9	33,3%	33,0%
Epargne à long terme	3,6	2,9	14,5	9,7	12,3	10,1	9,5	8,7	8,1	-34,0%	-6,4%
(dt) OPCVM non monétaires	3,2	2,5	14,2	9,2	11,8	9,4	9,2	8,3	7,7	-35,0%	-7,1%
<b>Ménages</b>	<b>538,5</b>	<b>555,1</b>	<b>611,0</b>	<b>649,7</b>	<b>695,0</b>	<b>694,5</b>	<b>731,9</b>	<b>730,0</b>	<b>737,1</b>	<b>6,1%</b>	<b>1,0%</b>
Dépôts à vue	219,7	210,7	234,7	249,2	265,5	269,4	286,3	282,9	289,2	8,9%	2,2%
Placements liquides ou à court terme	191,1	203,2	216,6	228,6	247,8	250,3	265,4	267,3	265,6	7,2%	-0,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	152,1	165,8	176,2	186,0	200,3	201,8	206,6	212,6	216,3	8,0%	1,8%
Livrets ordinaires	39,7	42,1	44,8	46,5	53,1	55,1	55,8	57,8	58,7	10,6%	1,6%
Livrets A et bleu	79,5	86,4	87,7	90,6	94,5	95,0	98,0	100,5	102,4	8,4%	1,9%
Livrets jeune	0,2	0,5	0,9	1,5	4,2	4,2	4,2	4,2	4,4	4,1%	4,7%
Livrets d'épargne populaire	10,5	11,4	14,5	15,1	15,2	14,9	15,5	15,7	15,7	3,2%	-0,2%
CODEVI	4,7	5,5	6,4	7,2	7,6	7,5	8,0	9,1	9,8	28,5%	7,7%
Comptes d'épargne logement	17,4	20,0	21,9	25,1	25,7	25,1	25,1	25,3	25,3	-1,4%	-0,1%
Placements indexés sur les taux de marché	39,0	37,4	40,4	42,6	47,5	48,5	58,8	54,7	49,3	3,7%	-10,0%
(dt) OPCVM monétaires	10,4	8,6	12,2	14,3	14,0	13,8	20,5	19,8	12,9	-7,7%	-34,7%
(dt) Comptes créditeurs à terme	28,5	28,6	28,1	28,2	33,5	34,7	38,3	34,9	36,3	8,5%	4,0%
Epargne à long terme	127,7	141,1	159,7	171,9	181,7	174,9	180,2	179,9	182,4	0,4%	1,4%
Plans d'épargne logement	69,2	76,8	84,0	89,3	87,1	85,6	85,8	84,2	82,1	-5,8%	-2,5%
Plans d'épargne populaire	11,5	11,3	10,6	10,0	9,2	8,7	8,1	7,8	7,6	-17,4%	-2,8%
Autres comptes d'épargne	0,3	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,7	1,2	1,0	181,7%	-17,3%
Portefeuille-titre	6,1	6,1	6,8	8,5	11,5	12,0	13,6	13,5	13,7	19,2%	1,4%
OPCVM non-monétaires	16,1	14,5	19,2	17,7	18,7	19,0	19,1	19,3	18,3	-1,8%	-5,0%
Contrats d'assurance-vie	24,6	32,4	38,9	46,2	54,9	49,1	52,8	54,0	59,7	8,9%	10,7%
<b>Autres agents</b>	<b>10,2</b>	<b>16,1</b>	<b>15,1</b>	<b>19,1</b>	<b>22,0</b>	<b>20,7</b>	<b>26,3</b>	<b>28,5</b>	<b>29,5</b>	<b>33,9%</b>	<b>3,4%</b>
Dépôts à vue	6,7	10,4	11,0	16,1	16,7	15,2	21,0	22,7	22,9	37,5%	1,2%
Placements liquides ou à court terme	3,3	5,5	3,9	3,0	4,5	4,4	4,2	4,7	5,4	21,3%	14,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,1	0,4	0,6	0,5	0,7	0,8	0,8	0,7	0,8	12,3%	5,6%
Placements indexés sur les taux de marché	3,2	5,1	3,3	2,5	3,8	3,7	3,4	4,0	4,7	22,9%	16,0%
Epargne à long terme	0,2	0,2	0,2	0,0	0,9	1,1	1,1	1,1	1,1	29,7%	1,0%
<b>Total actifs financiers</b>	<b>673,9</b>	<b>716,6</b>	<b>788,2</b>	<b>848,0</b>	<b>913,7</b>	<b>921,9</b>	<b>1003,2</b>	<b>986,2</b>	<b>995,7</b>	<b>9,0%</b>	<b>1,0%</b>
Dépôts à vue	315,1	335,2	357,9	400,1	425,0	435,9	500,8	478,2	484,3	14,0%	1,3%
Placements liquides ou à court terme	227,4	237,1	255,9	266,4	293,9	300,0	311,5	318,4	319,8	8,8%	0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	152,5	166,4	177,0	186,9	201,4	202,9	207,9	213,7	217,4	7,9%	1,7%
Placements indexés sur les taux de marché	74,9	70,7	78,9	79,4	92,5	97,1	103,6	104,7	102,4	10,7%	-2,2%
Epargne à long terme	131,4	144,3	174,4	181,6	194,8	186,0	190,8	189,7	191,6	-1,6%	1,0%

### Ensemble des actifs financiers



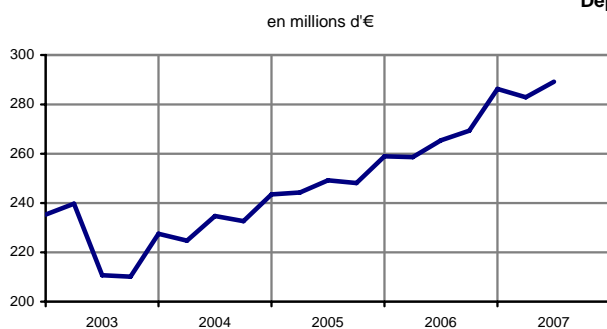
### Structure des actifs financiers par nature



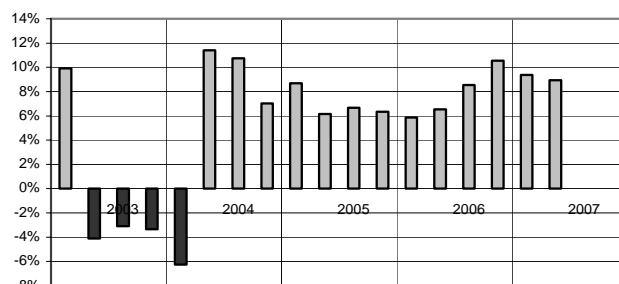
# Conjoncture financière et bancaire

## Les placements des ménages

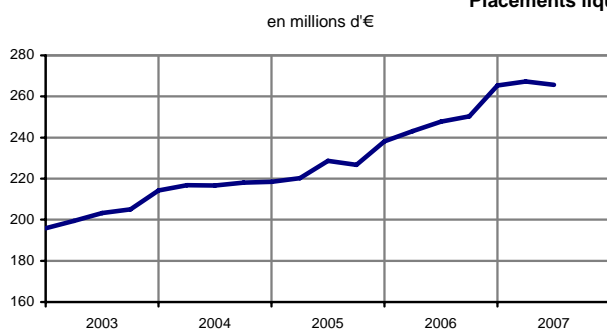
### Dépôts à vue



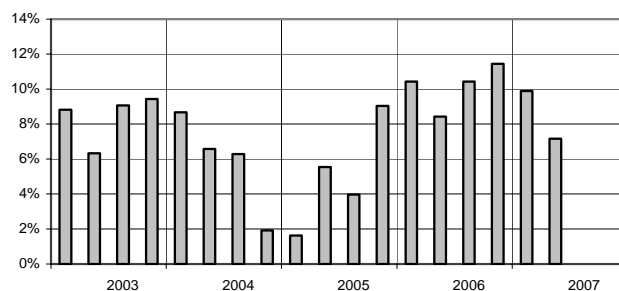
### Variation en glissement annuel (en %)



### Placements liquides ou à court terme



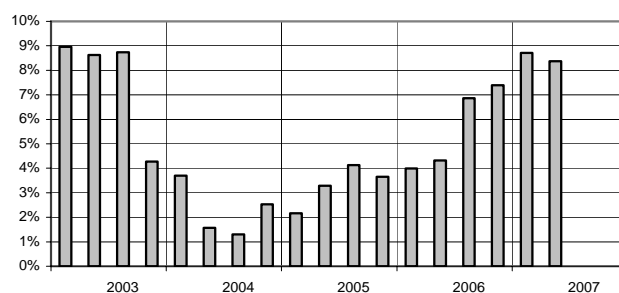
### Variation en glissement annuel (en %)



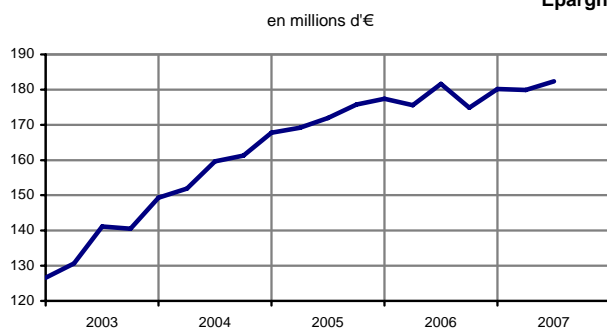
### Livrets A et bleu



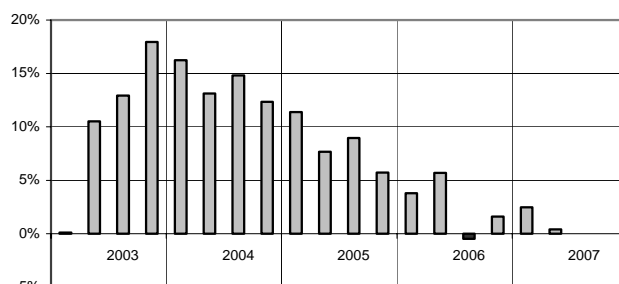
### Variation en glissement annuel (en %)



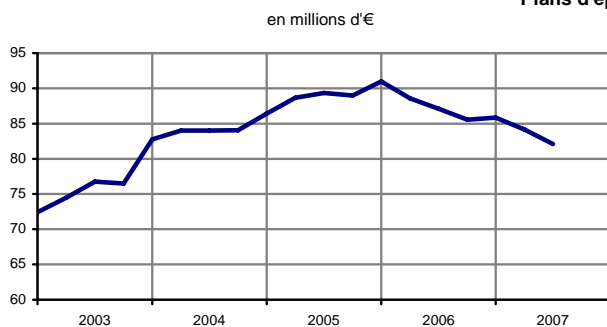
### Épargne à long terme



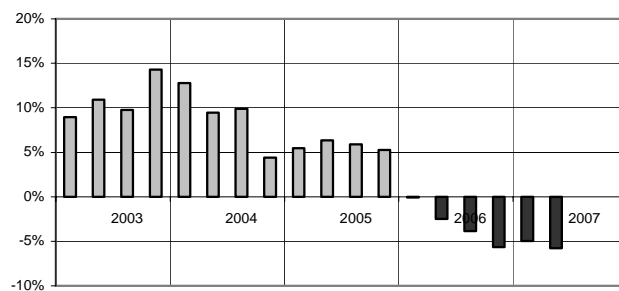
### Variation en glissement annuel (en %)



### Plans d'épargne logement



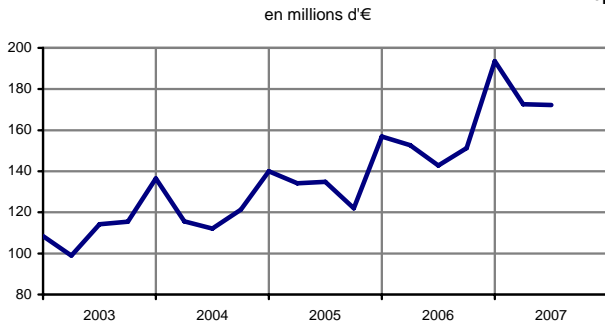
### Variation en glissement annuel (en %)



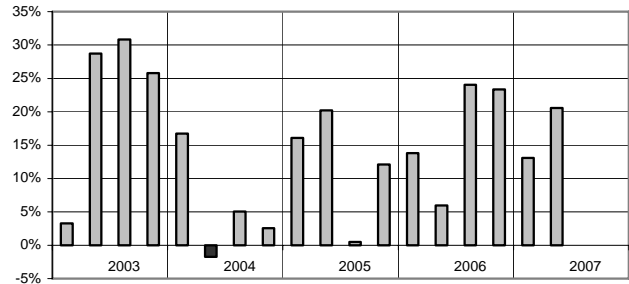
# Conjoncture financière et bancaire

## Les disponibilités des entreprises

### Dépôts à vue



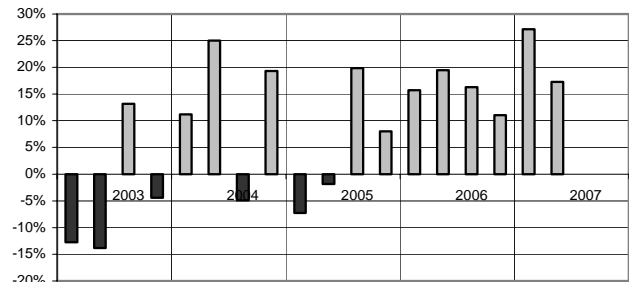
### Variation en glissement annuel (en %)



### Placements liquides ou à court terme



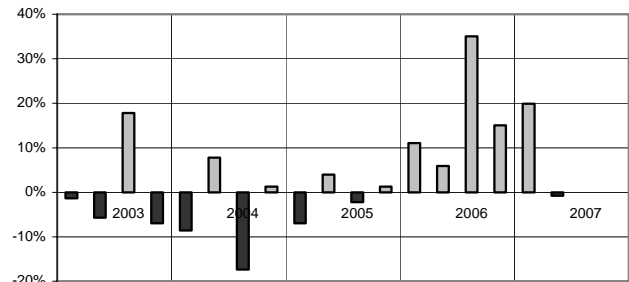
### Variation en glissement annuel (en %)



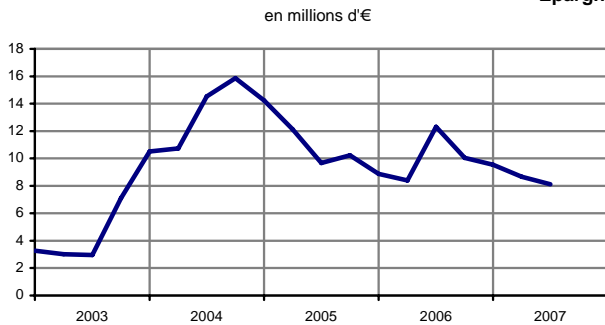
### Dépôts à terme



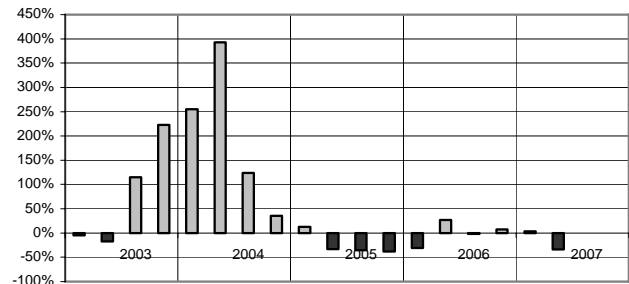
### Variation en glissement annuel (en %)



### Epargne à long terme



### Variation en glissement annuel (en %)



# Conjoncture financière et bancaire

## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

### 4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

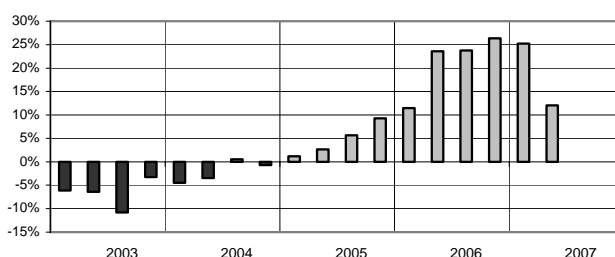
	Montants en millions d'€										Variations	
	juin-02	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	1 an	1 trim.	
<b>Entreprises</b>												
Crédits d'exploitation	41,7	40,6	46,1	49,3	71,3	72,8	74,6	83,4	80,0	12,3%	-4,1%	
Créances commerciales	7,2	6,8	6,3	5,8	6,2	5,8	7,0	7,8	8,6	39,3%	10,5%	
Crédits de trésorerie	16,7	13,4	16,6	16,8	33,5	35,8	37,1	41,1	35,3	5,5%	-14,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	17,9	20,4	23,2	26,7	31,6	31,1	30,5	34,5	36,1	14,1%	4,6%	
Affacturation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Crédits d'investissement	83,5	83,0	84,3	87,0	103,8	102,2	108,1	136,3	133,9	29,0%	-1,7%	
Crédits à l'équipement	82,1	78,9	76,6	79,4	85,8	83,8	89,4	118,6	118,4	38,0%	-0,2%	
Crédit-bail	1,4	4,1	7,7	7,6	18,0	18,4	18,8	17,6	15,5	-14,2%	-12,4%	
Crédits à l'habitat	11,5	12,9	18,3	25,3	35,9	37,1	39,0	41,1	46,8	30,3%	13,7%	
Autres crédits	14,4	16,2	10,6	14,4	21,7	24,5	26,6	2,6	2,3	-89,3%	-9,0%	
<b>Encours sain</b>	<b>151,1</b>	<b>152,7</b>	<b>159,4</b>	<b>175,9</b>	<b>232,7</b>	<b>236,5</b>	<b>248,4</b>	<b>263,3</b>	<b>263,0</b>	<b>13,0%</b>	<b>-0,1%</b>	
Créances douteuses brutes	201,2	145,7	120,8	103,0	78,7	75,1	78,1	68,8	60,8	-22,8%	-11,6%	
<b>Encours total</b>	<b>352,4</b>	<b>298,5</b>	<b>280,2</b>	<b>279,0</b>	<b>311,4</b>	<b>311,6</b>	<b>326,4</b>	<b>332,1</b>	<b>323,8</b>	<b>4,0%</b>	<b>-2,5%</b>	
Taux de créances douteuses	63,2%	53,0%	44,5%	37,9%	26,3%	25,2%	24,8%	21,6%	19,7%	-6,6	-1,9	
<b>Ménages</b>												
Crédits à la consommation	62,9	65,4	73,3	81,4	133,9	135,8	139,1	142,2	154,2	15,1%	8,4%	
Crédits de trésorerie	55,9	60,4	67,0	74,6	121,5	124,1	127,6	129,4	139,0	14,4%	7,5%	
Comptes ordinaires débiteurs	6,8	4,4	5,2	5,6	7,2	6,5	5,8	6,8	6,5	-9,8%	-4,0%	
Crédit-bail	0,2	0,6	1,3	1,3	5,2	5,3	5,7	6,1	8,6	66,8%	42,0%	
Crédits à l'habitat	130,1	135,7	153,7	162,0	185,7	198,7	208,0	215,4	218,1	17,5%	1,3%	
Autres crédits	1,5	2,2	2,0	1,7	1,6	1,4	1,9	2,0	2,0	25,4%	0,4%	
<b>Encours sain</b>	<b>194,4</b>	<b>203,3</b>	<b>229,0</b>	<b>245,1</b>	<b>321,2</b>	<b>335,9</b>	<b>348,9</b>	<b>359,6</b>	<b>374,3</b>	<b>16,5%</b>	<b>4,1%</b>	
Créances douteuses brutes	30,7	31,9	15,4	15,2	28,1	28,2	25,9	33,1	37,9	34,7%	14,5%	
<b>Encours total</b>	<b>225,1</b>	<b>235,2</b>	<b>244,3</b>	<b>260,2</b>	<b>349,3</b>	<b>364,1</b>	<b>374,8</b>	<b>392,7</b>	<b>412,2</b>	<b>18,0%</b>	<b>5,0%</b>	
Taux de créances douteuses	13,6%	13,6%	6,3%	5,8%	8,0%	7,7%	6,9%	8,4%	9,2%	1,1	0,8	
<b>Collectivités locales</b>												
Crédits d'exploitation	0,6	0,4	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	-68,4%	-50,7%	
Crédits de trésorerie	0,0	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Comptes ordinaires débiteurs	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	-68,1%	-50,0%	
Crédits à l'équipement	3,6	3,6	1,1	0,4	0,3	0,3	2,0	3,0	3,7	1268,2%	23,0%	
Autres crédits	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-9,9%	26,2%	
<b>Encours sain</b>	<b>4,4</b>	<b>4,1</b>	<b>1,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>2,1</b>	<b>3,1</b>	<b>3,8</b>	<b>694,1%</b>	<b>21,3%</b>	
Créances douteuses brutes	0,4	8,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	-15,1%	-0,9%	
<b>Encours total</b>	<b>4,8</b>	<b>12,3</b>	<b>1,7</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>2,4</b>	<b>3,5</b>	<b>4,1</b>	<b>362,2%</b>	<b>19,0%</b>	
Taux de créances douteuses	8,7%	66,9%	18,5%	39,3%	46,8%	53,1%	14,0%	10,3%	8,6%	-38,2	-1,7	
<b>Autres agents</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>6,1</b>	<b>4,6</b>	<b>4,0</b>	<b>5,5</b>	<b>12,6</b>	<b>16,7</b>	<b>19,9</b>	<b>19,7</b>	<b>15,0</b>	<b>19,2%</b>	<b>-23,9%</b>	
Créances douteuses brutes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
<b>Encours total</b>	<b>6,1</b>	<b>4,6</b>	<b>4,0</b>	<b>5,5</b>	<b>12,6</b>	<b>16,7</b>	<b>19,9</b>	<b>19,7</b>	<b>15,0</b>	<b>19,2%</b>	<b>-23,9%</b>	
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	-	-	
<b>TOTAL</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>356,0</b>	<b>364,8</b>	<b>393,7</b>	<b>427,1</b>	<b>566,9</b>	<b>589,5</b>	<b>619,3</b>	<b>645,8</b>	<b>656,0</b>	<b>15,7%</b>	<b>1,6%</b>	
Créances douteuses brutes	232,3	185,9	136,5	118,6	107,3	103,8	104,3	102,2	99,0	-7,7%	-3,1%	
<b>Encours total</b>	<b>588,3</b>	<b>550,6</b>	<b>530,2</b>	<b>545,6</b>	<b>674,2</b>	<b>693,3</b>	<b>723,5</b>	<b>748,0</b>	<b>755,1</b>	<b>12,0%</b>	<b>0,9%</b>	
Taux de créances douteuses	39,5%	33,8%	25,7%	21,7%	15,9%	15,0%	14,4%	13,7%	13,1%	-2,8	-0,5	
Taux de provisionnement	86,1%	80,5%	79,9%	82,6%	85,6%	85,4%	86,1%	85,9%	86,9%	1,3	1,0	

#### Encours de crédit brut des EC locaux

en millions d'€

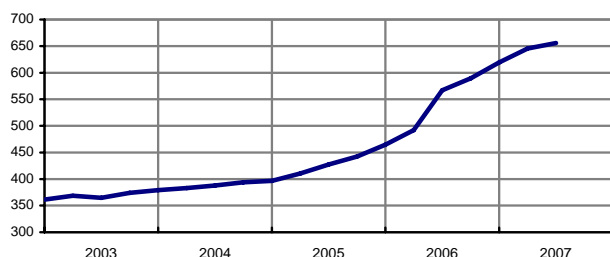


Variation en glissement annuel (en %)

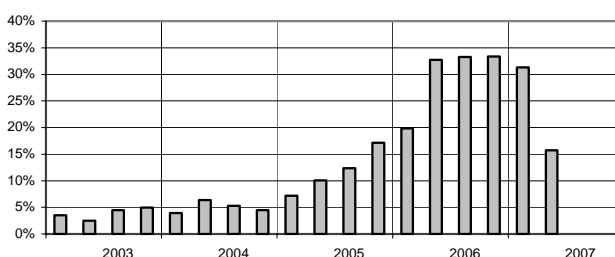


#### Encours de crédit sain des EC locaux

en millions d'€

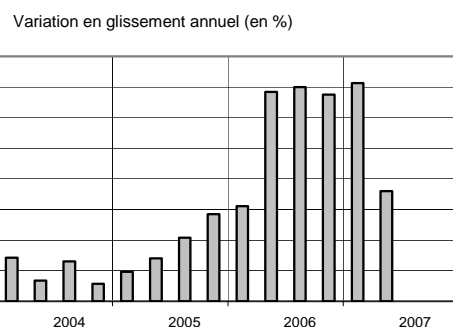
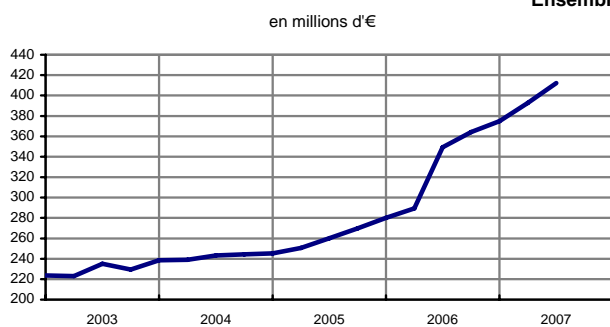


Variation en glissement annuel (en %)

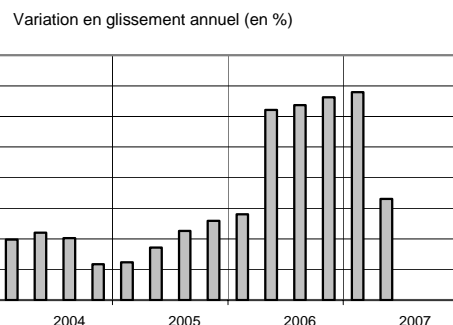


## L'endettement des ménages

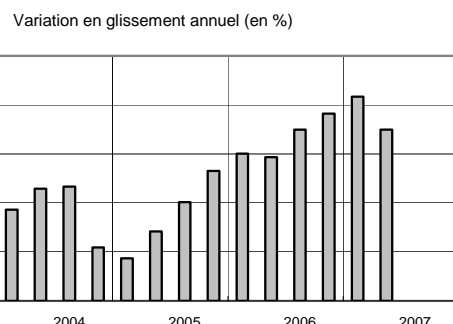
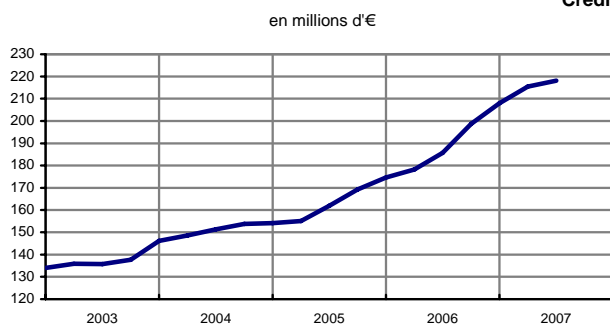
### Ensemble des concours



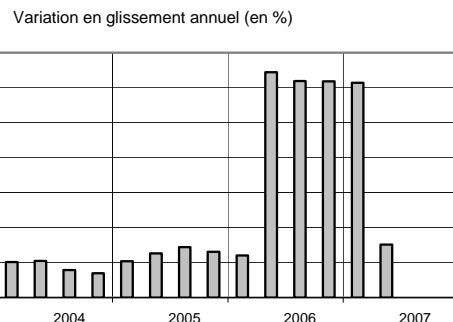
### Ensemble des concours sains



### Crédits à l'habitat



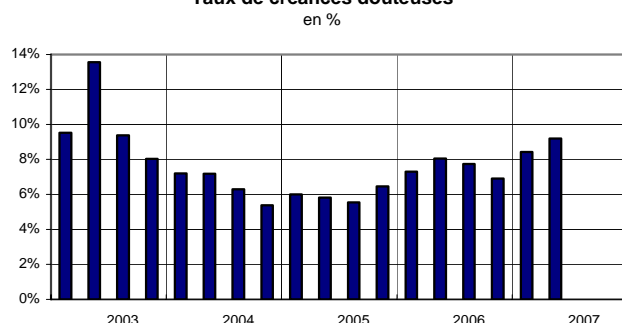
### Crédits à la consommation



### Créances douteuses brutes



### Taux de créances douteuses

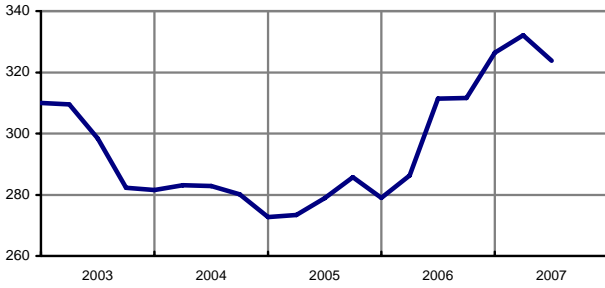


# Conjoncture financière et bancaire

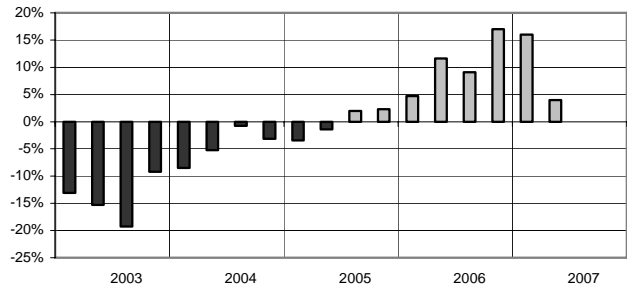
## L'endettement des entreprises

### Ensemble des concours

en millions d'€

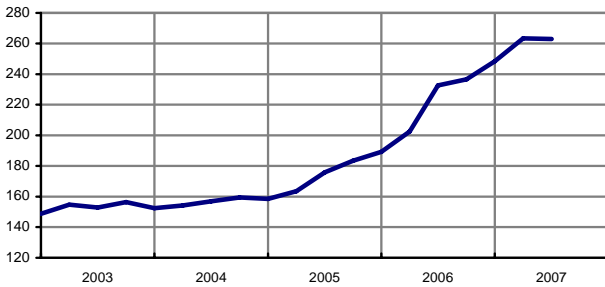


Variation en glissement annuel (en %)

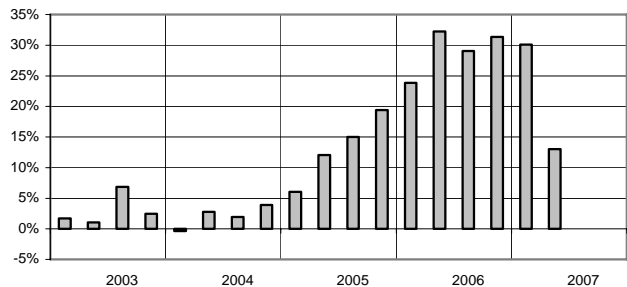


### Ensemble des concours sains

en millions d'€

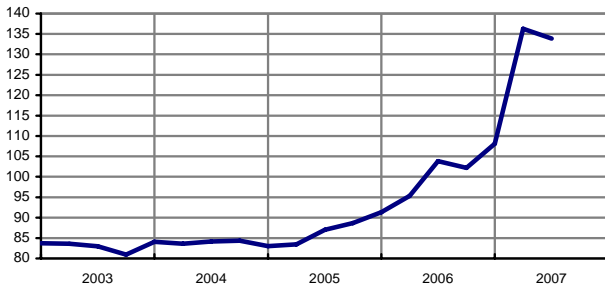


Variation en glissement annuel (en %)

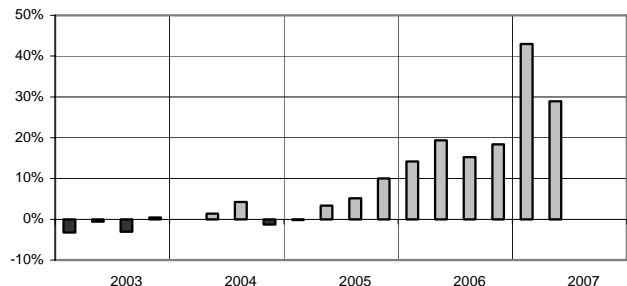


### Crédits d'investissement

en millions d'€

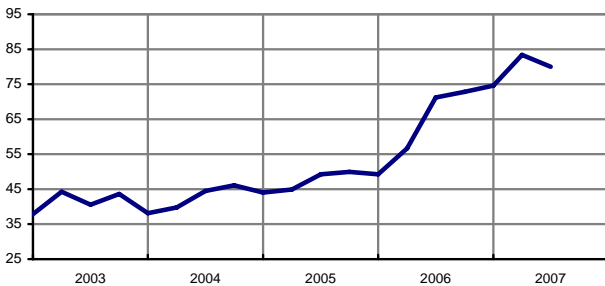


Variation en glissement annuel (en %)

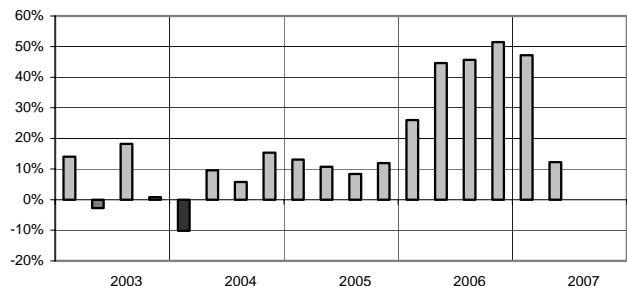


### Crédits d'exploitation

en millions d'€

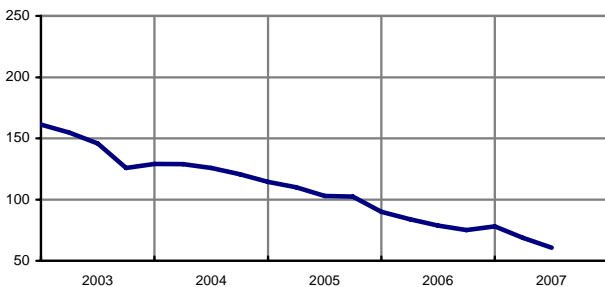


Variation en glissement annuel (en %)



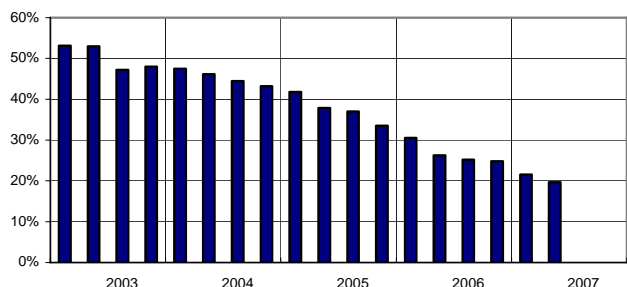
### Créances douteuses brutes

en millions d'€



### Taux de créances douteuses

en %



# Conjoncture financière et bancaire

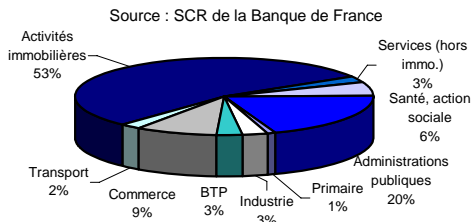
## 4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'€										Variations	
	juin-02	juin-03	juin-04	juin-05	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07	1 an	1 trim.	
<b>Entreprises</b>												
Crédits d'exploitation	41,7	40,6	45,4	49,3	80,4	83,0	83,6	95,0	84,6	5,2%	-10,9%	
Créances commerciales	7,2	6,8	5,4	5,8	12,8	12,6	12,6	14,4	9,9	-22,4%	-30,9%	
Crédits de trésorerie	16,7	13,4	18,0	16,8	34,2	37,9	39,1	43,4	37,1	8,5%	-14,5%	
Comptes ordinaires débiteurs	17,9	20,4	22,0	26,7	33,4	32,5	31,9	37,2	37,5	12,5%	0,9%	
Affacturage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
Crédits d'investissement	91,2	87,8	84,6	87,5	163,7	164,1	174,6	244,0	244,6	49,5%	0,3%	
Crédits à l'équipement	89,9	83,7	77,4	79,9	117,2	117,0	127,3	178,5	182,0	55,3%	1,9%	
Crédit-bail	1,4	4,1	7,3	7,6	46,5	47,1	47,2	65,4	62,6	34,7%	-4,3%	
Crédits à l'habitat	420,6	459,9	469,1	496,2	546,5	550,9	563,3	545,5	553,2	1,2%	1,4%	
Autres crédits	17,9	19,0	13,2	16,3	23,2	26,0	27,9	3,9	3,5	-85,0%	-9,4%	
<b>Encours sain</b>	<b>571,4</b>	<b>607,3</b>	<b>612,3</b>	<b>649,3</b>	<b>813,8</b>	<b>824,0</b>	<b>849,3</b>	<b>888,3</b>	<b>885,9</b>	<b>8,9%</b>	<b>-0,3%</b>	
Créances douteuses brutes	177,5	154,0	134,5	112,4	95,7	106,9	109,1	99,1	71,0	-25,9%	-28,4%	
<b>Encours total</b>	<b>748,9</b>	<b>761,3</b>	<b>746,9</b>	<b>761,7</b>	<b>909,5</b>	<b>931,0</b>	<b>958,4</b>	<b>987,5</b>	<b>956,9</b>	<b>5,2%</b>	<b>-3,1%</b>	
Taux de créances douteuses	24,5%	20,2%	18,0%	14,8%	10,5%	11,5%	11,4%	10,0%	7,4%	-3,1	-2,6	
<b>Ménages</b>												
Crédits à la consommation	74,2	76,5	83,8	93,4	146,8	149,8	153,7	157,1	169,9	15,8%	8,2%	
Crédits de trésorerie	67,3	71,5	78,4	86,6	134,4	138,0	142,2	144,3	154,8	15,2%	7,3%	
Comptes ordinaires débiteurs	6,8	4,4	4,5	5,6	7,2	6,6	5,9	6,8	6,5	-9,8%	-3,9%	
Crédit-bail	0,2	0,6	0,8	1,3	5,2	5,3	5,7	6,1	8,6	66,8%	42,0%	
Crédits à l'habitat	192,6	194,2	210,1	212,6	241,4	255,5	266,6	275,6	281,8	16,7%	2,3%	
Autres crédits	1,9	2,6	2,5	1,9	3,5	3,2	3,1	4,8	5,2	49,8%	8,5%	
<b>Encours sain</b>	<b>268,8</b>	<b>273,3</b>	<b>296,4</b>	<b>308,0</b>	<b>391,7</b>	<b>408,5</b>	<b>423,4</b>	<b>437,5</b>	<b>457,0</b>	<b>16,7%</b>	<b>4,4%</b>	
Créances douteuses brutes	62,8	41,7	26,6	22,2	33,5	33,4	31,2	39,1	42,7	27,6%	9,1%	
<b>Encours total</b>	<b>331,6</b>	<b>315,0</b>	<b>323,0</b>	<b>330,2</b>	<b>425,1</b>	<b>441,9</b>	<b>454,6</b>	<b>476,6</b>	<b>499,7</b>	<b>17,5%</b>	<b>4,8%</b>	
Taux de créances douteuses	18,9%	13,2%	8,2%	6,7%	7,9%	7,6%	6,9%	8,2%	8,5%	0,7	0,3	
<b>Collectivités locales</b>												
Crédits d'exploitation	0,6	0,4	0,2	0,1	0,3	0,2	1,4	0,3	0,3	ns	ns	
Crédits de trésorerie	0,0	0,3	0,1	0,0	0,2	0,1	1,4	0,2	0,2	ns	ns	
Comptes ordinaires débiteurs	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	ns	ns	
Crédits à l'équipement	138,9	139,6	136,5	156,6	206,2	205,3	232,4	263,5	263,0	27,5%	-0,2%	
Autres crédits	27,4	30,7	25,0	26,9	27,7	33,7	38,2	4,5	3,7	-86,6%	-17,9%	
<b>Encours sain</b>	<b>167,0</b>	<b>170,7</b>	<b>161,7</b>	<b>183,6</b>	<b>234,3</b>	<b>239,2</b>	<b>272,1</b>	<b>268,3</b>	<b>266,9</b>	<b>14,0%</b>	<b>-0,5%</b>	
Créances douteuses brutes	11,4	8,4	0,5	0,9	4,4	9,4	0,3	0,4	1,1	-75,4%	167,0%	
<b>Encours total</b>	<b>178,4</b>	<b>179,1</b>	<b>162,2</b>	<b>184,5</b>	<b>238,7</b>	<b>248,6</b>	<b>272,4</b>	<b>268,7</b>	<b>268,0</b>	<b>12,3%</b>	<b>-0,2%</b>	
Taux de créances douteuses	6,4%	4,7%	0,3%	0,5%	1,9%	3,8%	0,1%	0,2%	0,4%	-1,4	0,3	
<b>Autres agents</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>24,8</b>	<b>26,7</b>	<b>39,1</b>	<b>56,9</b>	<b>60,6</b>	<b>63,4</b>	<b>65,2</b>	<b>59,6</b>	<b>53,7</b>	<b>-11,3%</b>	<b>-9,8%</b>	
Créances douteuses brutes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	
<b>Encours total</b>	<b>24,8</b>	<b>26,7</b>	<b>39,1</b>	<b>56,9</b>	<b>60,6</b>	<b>63,4</b>	<b>65,2</b>	<b>59,6</b>	<b>53,7</b>	<b>-11,3%</b>	<b>-9,8%</b>	
Taux de créances douteuses	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0	0,0	
<b>TOTAL</b>												
<b>Encours sain</b>	<b>1 032,0</b>	<b>1 078,1</b>	<b>1 109,5</b>	<b>1 197,8</b>	<b>1 500,3</b>	<b>1 535,1</b>	<b>1 610,0</b>	<b>1 653,7</b>	<b>1 663,6</b>	<b>10,9%</b>	<b>0,6%</b>	
Créances douteuses brutes	251,8	204,1	161,7	135,5	133,6	149,8	140,6	138,7	114,7	-14,1%	-17,3%	
<b>Encours total</b>	<b>1 283,8</b>	<b>1 282,2</b>	<b>1 271,2</b>	<b>1 333,3</b>	<b>1 633,9</b>	<b>1 684,9</b>	<b>1 750,6</b>	<b>1 792,3</b>	<b>1 778,3</b>	<b>8,8%</b>	<b>-0,8%</b>	
Taux de créances douteuses	19,6%	15,9%	12,7%	10,2%	8,2%	8,9%	8,0%	7,7%	6,5%	-1,7	-1,3	
Taux de provisionnement	78,8%	73,5%	71,1%	73,5%	68,5%	59,7%	63,7%	64,0%	74,6%	6,1	10,6	

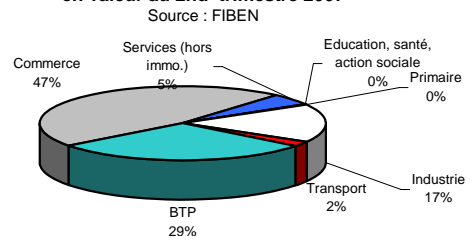


## 5. Risques sectoriels

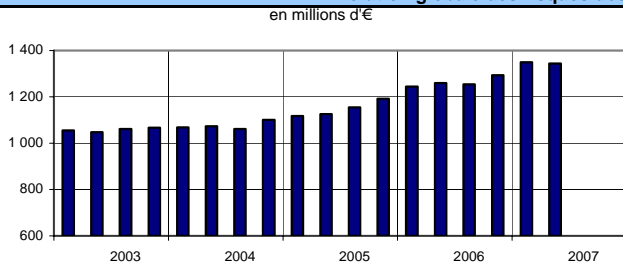
Répartition des risques par secteur au 30/06/2007



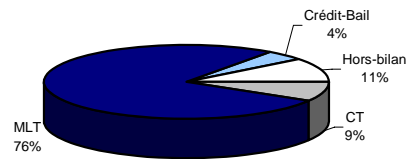
Répartition par secteur des incidents de paiement sur effets en valeur au 2nd trimestre 2007



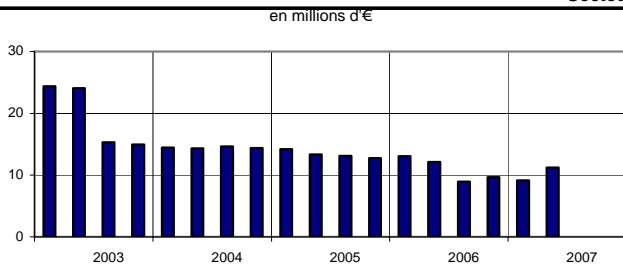
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



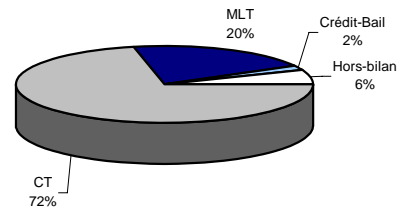
Structure en %



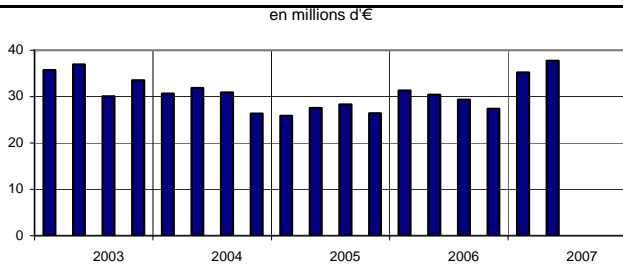
Secteur primaire



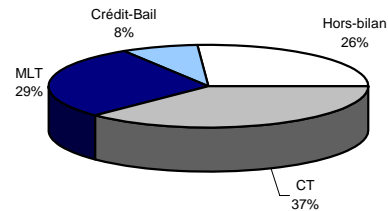
Structure en %



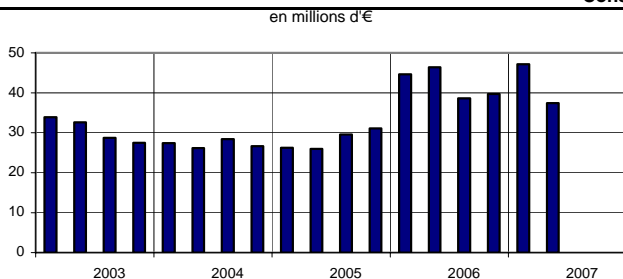
Industrie



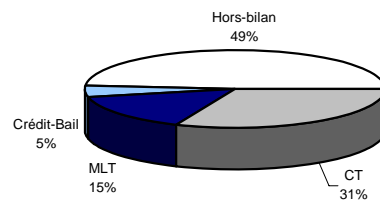
Structure en %



Construction



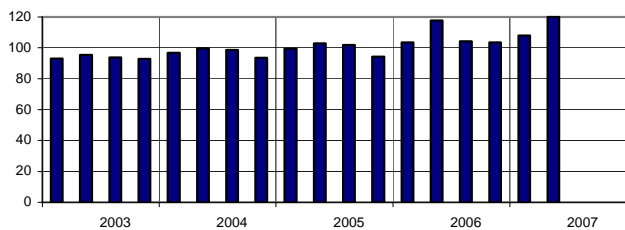
Structure en %



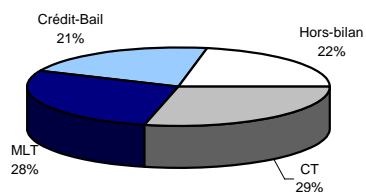
# Conjoncture financière et bancaire

## Commerce

en millions d'€

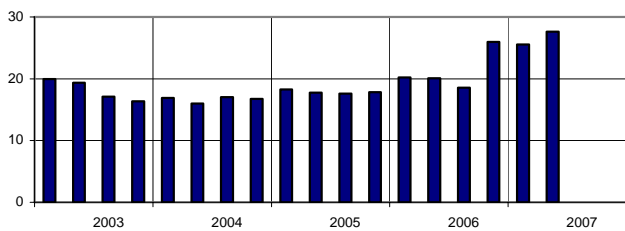


Structure en %

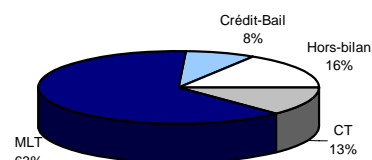


## Transport

en millions d'€

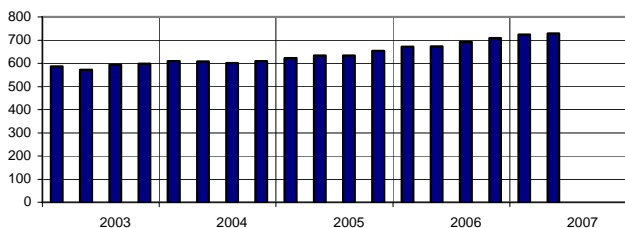


Structure en %

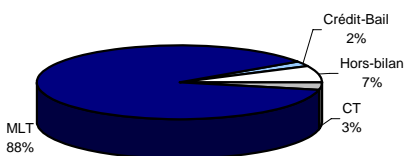


## Activités immobilières

en millions d'€

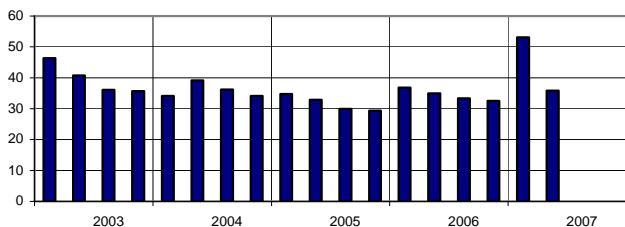


Structure en %

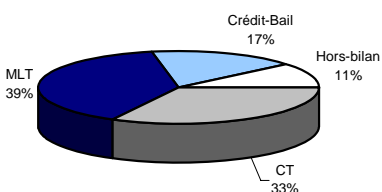


## Services (hors immobilier)

en millions d'€

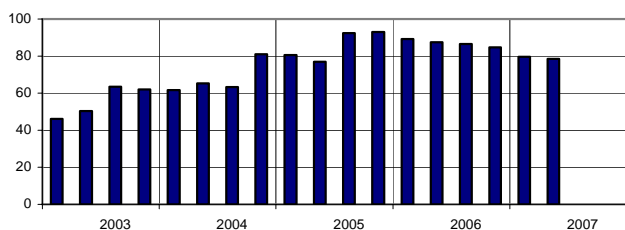


Structure en %

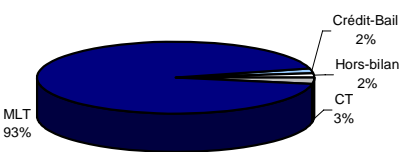


## Santé, action sociale

en millions d'€

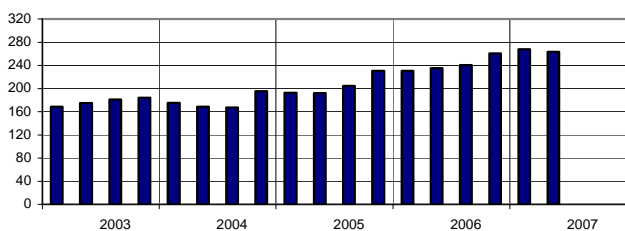


Structure en %

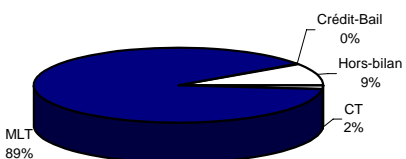


## Administrations publiques

en millions d'€



Structure en %



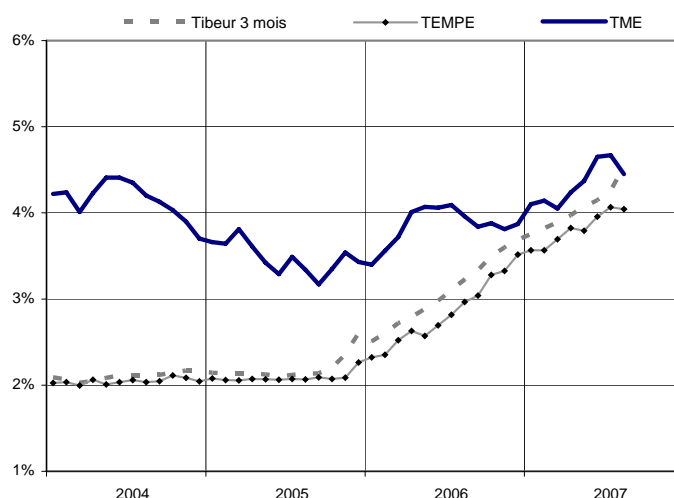
## 6. Rappel des taux

### 6.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/07)	4,00%
Taux de la facilité de dépôt (13/06/07)	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (16/06/07)	5,00%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 04)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
3,00%	3,00%	4,00%
PEL*	CEL*	
2,50%	2,00%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2006 (JO du 7/02/06)		2,11%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)		2,95%

### 6.2 Principaux taux de marché

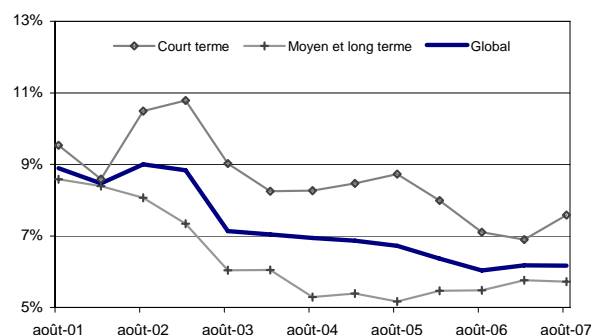


### 6.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

Taux moyens pondérés

en %	Fév. 2006	Août 2006	Fév. 2007	Août 2007	Variation en pts	
					6 mois	1 an
Crédits à CT	7,99%	7,10%	6,90%	7,58%	0,68	0,48
Crédits à MT et LT	5,46%	5,48%	5,76%	5,72%	-0,04	0,24
<b>ENSEMBLE</b>	<b>6,37%</b>	<b>6,03%</b>	<b>6,18%</b>	<b>6,17%</b>	<b>-0,01</b>	<b>0,14</b>

Source : IEDOM Guyane



### 6.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel.

L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégorie	Plafonds de l'usure applicables sur la période						
	2T2006	3T2006	4T2006	1T2007	2T2007	3T2007	
<b>PARTICULIERS</b>	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	5,80%	5,99%	6,16%	6,39%	6,39%	6,41%
	- Prêts à taux variable	5,48%	5,57%	5,73%	6,12%	6,12%	6,53%
	- Prêts relais	5,68%	5,81%	6,03%	6,21%	6,21%	6,48%
	<u>Autres prêts</u>						
	- Prêts <=1524 €(*)	20,21%	20,36%	20,53%	20,76%	20,76%	20,39%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1524 € (*)	17,81%	18,20%	18,81%	19,07%	19,07%	19,85%	
- Prêts personnels et autres prêts > 1524 €	8,40%	8,48%	8,53%	8,44%	8,44%	8,93%	
<b>ENTREPRISES</b>	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament						
	- Prêt d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux fixe						
	- Prêts d'une durée initiale sup. à 2 ans, à taux variable						
	- Découvert en compte (**)	13,33%	13,97%	14,00%	14,19%	14,19%	14,48%
- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans							

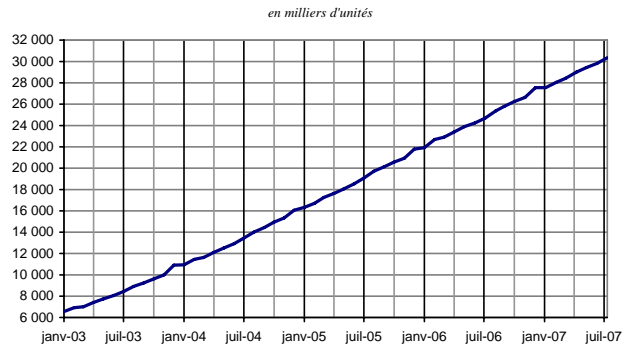
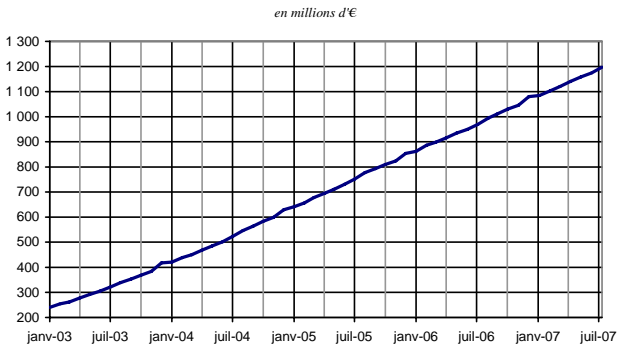
(\*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(\*\*) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

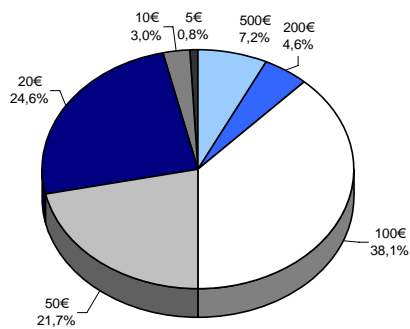
## 7. Monnaie fiduciaire

### 7.1 Emission mensuelle de billets euros

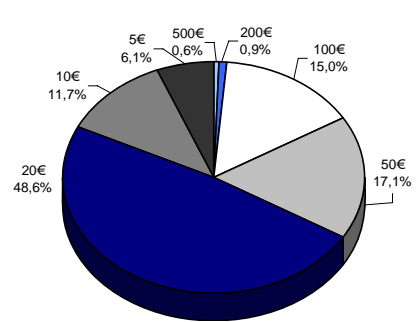
Emissions nettes cumulées de billets



Répartition en valeur

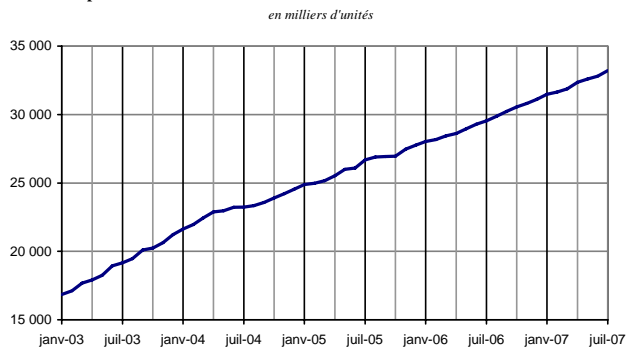
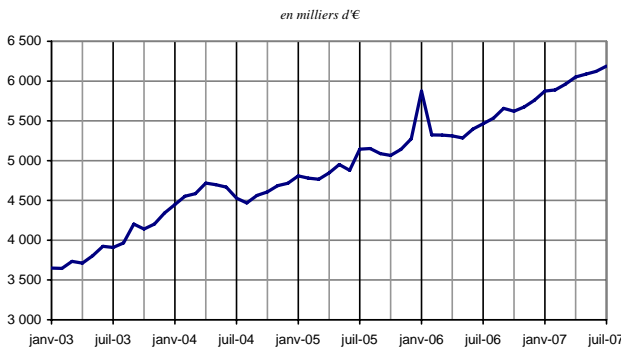


Répartition en volume

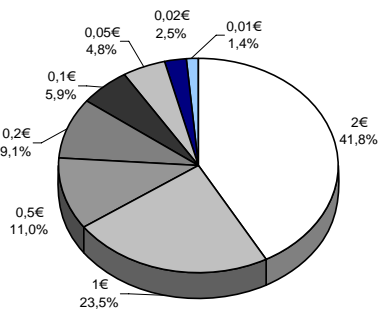


### 7.2 Emission mensuelle de pièces euros

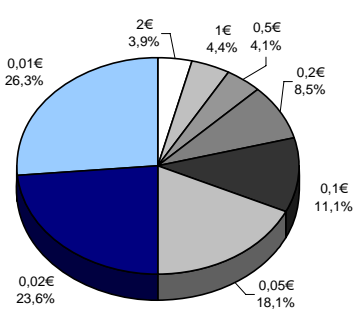
Emissions nettes cumulées de pièces



Répartition en valeur



Répartition en volume



Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Sandra HO-CAN-SUNG

Stéphane ATTALI

Max REMBLIN

**INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER**  
**8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex**

**Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76**

**Site Internet : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : A. VIENNEY

Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur : IEDOM

Achévé d'imprimer le 25 Septembre 2007

Dépôt légal : 25 Septembre 2007- n° ISSN : 0296-3116